



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

FEUILLE DE ROUTE DU GOUVERNEMENT

Question au Gouvernement n° 785

Texte de la question

FEUILLE DE ROUTE DU GOUVERNEMENT

Mme la présidente. La parole est à M. Jean-Paul Mattei.

M. Jean-Paul Mattei. Madame la Première ministre, vous avez annoncé la semaine dernière votre feuille de route pour les semaines et les mois à venir. Au-delà des textes prévus, le groupe Démocrate tient à saluer votre volonté d'apaisement et de dialogue, deux principes qui ont toujours été, pour nous, fondateurs de notre démocratie.

La mobilisation nous l'a démontré hier et je veux moi aussi, aujourd'hui encore, saluer le courage de nos forces de l'ordre (*Applaudissements sur les bancs des groupes RE, Dem et HOR. – M. Fabrice Brun applaudit également*), qui défendent non seulement la liberté de manifester mais l'ensemble de nos libertés. Au nom du groupe Démocrate, je veux leur rendre hommage.

Nous nous sommes engagés pour réformer notre pays, pour que les Français ressentent dans leur vie quotidienne plus de justice, plus d'égalité en matière d'accès aux services publics, à la santé ou à l'éducation ; pour qu'ils retrouvent l'espoir de voir l'ascenseur social mieux fonctionner.

Cet engagement à réformer est d'autant plus nécessaire depuis que l'agence Fitch a annoncé la dégradation de la note de la France. La succession de crises l'explique très largement, mais cela doit nous pousser à agir pour rétablir l'équilibre de nos comptes, en réduisant la dépense publique mais aussi en entamant une réflexion sur notre système fiscal, pour le rendre plus juste et plus acceptable par tous. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Dem.*)

M. Olivier Falorni. Absolument !

M. Jean-Paul Mattei. La réforme de notre système de retraite est un premier pas indispensable dans ce sens : elle doit nous permettre d'éviter de nous endetter sur le dos des générations futures.

Mme Clémence Guetté. C'est faux !

M. Jean-Paul Mattei. La clause de revoyure que nous avons fait adopter permettra aux partenaires sociaux et aux parlementaires de se ressaisir de la question le moment venu, dans le respect du rythme démocratique.

Nous devons agir avec plus de détermination que jamais. Si le Gouvernement doit être à l'initiative de ces réformes, le Parlement doit aussi retrouver le sens du dialogue et travailler en rassemblant toutes les bonnes volontés, au-delà des postures politiques, pour répondre aux inquiétudes des Français et aux enjeux auxquels

nous sommes confrontés. Nous, parlementaires, devons être capables de vous y aider, mais comment, madame la Première ministre, comptez-vous organiser ce dialogue ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes Dem, RE et HOR.*)

Mme la présidente. La parole est à Mme la Première ministre.

Mme Élisabeth Borne, Première ministre. Depuis six ans, autour du Président de la République, nous travaillons pour libérer les énergies (*Exclamations sur plusieurs bancs des groupes RN, LFI-NUPES, LR et Écolo-NUPES*), pour permettre l'émancipation de chacun, notamment par le travail, et pour protéger nos compatriotes.

M. Michel Herbillon. Est-ce qu'on peut sortir des expressions convenues ?

Mme Élisabeth Borne, Première ministre. Et depuis près d'un an, malgré une majorité relative, malgré ceux qui prédisaient l'immobilisme et malgré la volonté de blocage de certains, nous avons avancé. Déconjugalisation de l'AAH – allocation aux adultes handicapés –,...

Mme Clémence Guetté. Combien de fois l'aviez-vous refusée ?

Mme Élisabeth Borne, Première ministre. ...maintien du bouclier tarifaire, lancement du recrutement de 8 500 policiers et gendarmes, réforme de l'assurance chômage, tournant de la prévention médicale, accélération du nucléaire et des renouvelables, pérennisation de notre système de retraite par répartition...

M. Matthias Tavel. C'est faux !

Mme Élisabeth Borne, Première ministre. ...et augmentation des plus petites pensions : ...

Mme Clémence Guetté. Réforme injuste !

Mme Élisabeth Borne, Première ministre. ...voilà un aperçu d'un bilan solide et concret, un bilan qui n'a rien à envier à d'autres législatures. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes RE et Dem.*)

Ce bilan, nous le devons d'abord à l'unité et à l'engagement des trois groupes de la majorité, que je salue.

M. Pierre Cordier. Quelle majorité ?

Mme Élisabeth Borne, Première ministre. Nous le devons aussi...

Mme Clémence Guetté. À vos passages en force et aux outils de la Ve République !

Mme Élisabeth Borne, Première ministre. ...à celles et ceux qui ont travaillé à amender et à construire les textes, au-delà des clivages partisans.

M. Sébastien Chenu. On a vu !

Mme Élisabeth Borne, Première ministre. Mesdames et messieurs, nous avons réussi à bâtir des compromis,...

Mme Clémence Guetté. 49.3 !

Mme Élisabeth Borne, Première ministre. ...à voter des réformes et à offrir des progrès aux Français. (*Exclamations sur divers bancs.*)

M. Sébastien Chenu. C'est du bon travail !

Mme Sophia Chikirou. Il faut changer de conseiller, il est mauvais !

Mme Élisabeth Borne, Première ministre. Aujourd'hui, une nouvelle phase d'action commence : nous allons continuer à agir. Face aux inquiétudes, aux revendications et parfois aux colères, rien ne serait pire que l'immobilisme.

La seule manière d'apaiser le pays, c'est de redoubler d'efforts pour offrir aux Français des solutions concrètes et pour relever les grands défis qui se présentent à nous.

C'est pourquoi, après avoir consulté les forces politiques, les groupes parlementaires, les partenaires sociaux et les élus locaux et en suivant le cap fixé par le Président de la République, j'ai présenté une feuille de route complète la semaine dernière.

Mme Clémence Guetté. Il faut un numéro vert : SOS Démocratie !

Mme Élisabeth Borne, Première ministre. Elle apporte des réponses concrètes aux préoccupations des Français et les textes dont vous débattrez en sont l'illustration. C'est un appel à toutes les bonnes volontés : parlementaires, élus locaux, partenaires sociaux. Nous sommes prêts à agir et à construire ; nous avons montré que nous étions capables de bâtir des compromis et nous voulons continuer.

M. Frédéric Boccaletti. Le 49.3, ça, c'est du compromis !

Mme Clémence Guetté. Retirez votre réforme !

Mme Élisabeth Borne, Première ministre. Pour répondre aux demandes de nos concitoyens et pour préparer l'avenir de notre pays, nous allons avancer sur quatre piliers : le travail, le plein emploi et la réindustrialisation ; la transition écologique ; les progrès sociaux et l'amélioration de nos services publics, notamment la santé et l'éducation ;...

Mme Raquel Garrido. Et le 49.3 !

Mme Élisabeth Borne, Première ministre. ...et le respect de l'ordre républicain.

M. Fabien Di Filippo. Rien de neuf sous le soleil : c'est de la communication politique ! Le pays a besoin de mieux !

M. Pierre Cordier. Ça fait six ans que vous êtes au pouvoir !

Mme Élisabeth Borne, Première ministre. L'agenda législatif nous permettra de soutenir ces priorités et nous devons dans le même temps réduire notre déficit public et accélérer notre désendettement ; c'est une condition de notre indépendance.

Mesdames et messieurs, nous avons beaucoup à faire dans les prochains mois : nous avons beaucoup de solutions à apporter, d'inquiétudes à apaiser, d'aspirations à concrétiser.

M. Michel Herbillon. Les Français attendent des résultats !

Mme Élisabeth Borne, Première ministre. Au sein de l'arc républicain (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NUPES*), toutes les bonnes volontés sont les bienvenues. Alors je le redis, comme je le fais depuis un an : répondons à l'appel des Français et bâtissons ensemble ! (Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes RE, Dem et HOR. – *Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NUPES.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Paul Mattei](#)

Circonscription : Pyrénées-Atlantiques (2^e circonscription) - Démocrate (MoDem et Indépendants)

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 785

Rubrique : Gouvernement

Ministère interrogé : Première ministre

Ministère attributaire : Première ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 mai 2023

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 3 mai 2023